J. DUFIEUX

1940

LA GUERRE

des

OCCASIONS PERDUES

(A propos du livre du Colonel GOUTARD)

Extrait de la *Revue d'Histoire Diplomatique*
(Octobre – Décembre – n°4 1956

PARIS
Editions A. PEDONE
Librairie de la cour d'Appel et de l'ordre des avocats.

© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

Voici peut-être le livre le plus complet et le plus clair qui ait été écrit sur la tragique défaite de 1940.

Rien n'y a été négligé, bien que le Colonel Goutard se soit gardé de noyer son sujet dans les détails. On y trouve cependant, à notre sens, quelques inexactitudes. Elles proviennent en général, comme dans la plupart des ouvrages parus sur cette dramatique période de notre histoire, d'affirmations réitérées avec une telle insistance qu'elles ont fini par s'imposer aux esprits les plus objectifs. J'y reviendrai plus loin, mais je voudrais dès à présent rendre hommage à l'évident désir d'impartialité de l'auteur, à la sûreté de ses principales informations, au choix généralement heureux des citations qu'il en fait, sans en abuser, et au style entraînant de l'ensemble de ce travail : on le lit avec un intérêt passionné, malgré la peine profonde que ne peut manquer d'éprouver, à l'évocation de tant de déficiences, un Français attaché à son Pays par toutes les fibres de son cœur.

Laissant à peu près de côté les fautes politiques commises dans les années qui ont précédé la guerre, l'auteur s'est employé à dénoncer les erreurs de doctrine, de conception et d'exécution imputables aux différents échelons du commandement français, particulièrement au haut commandement. C'est de ces erreurs, affirme-t-il, que sont nées les « occasions perdues », c'est-à-dire les occasions que nous n'avons pas su saisir assez rapidement de remporter des succès relativement faciles.

Nous ne pouvons, bien entendu, le suivre dans son récit et ses commentaires de tous les événements qui ont marqué cette affreuse période de mai - juin 1940. Mais il nous paraît intéressant de nous arrêter sur quelques journées qui justifient particulièrement sa thèse des « occasions perdues ».

La première de ces « occasions » nous fut offerte dès le début de la guerre. Le haut commandement français savait depuis plusieurs mois que les Allemands, par la volonté de Hitler, porteraient leurs premiers coups sur la Pologne et y emploieraient le meilleur de leurs forces pour en finir rapidement avec l'irritante question de Dantzig. Nous avions promis notre aide aux Polonais. Cette aide ne pouvait consister qu'en une vigoureuse attaque en direction du Rhin, entre Mayence et Coblentz. Cette offensive aurait rencontré la ligne Siegfried. Or le Commandant en Chef déclare que nous avions « les moyens de la forcer », une artillerie lourde capable « de bousculer les bétons allemands, d'aveugler les embrasures et d'en rendre la défense difficile ». Mais, pour obtenir ces résultats en temps utile, il fallait avoir cette artillerie à pied d'œuvre dès l'ouverture des hostilités. Le plan de concentration n'avait prévu l'arrivée de ces matériels que vers le trentième jour! N'appartenait-il pas au Commandant en Chef désigné, conscient de ses responsabilités vis-à-vis de la Pologne, de faire modifier ces prévisions pour avoir l'artillerie de gros calibre à sa disposition dès les premiers jours de la mobilisation ? « Occasion perdue ». Nous avons appris depuis qu'en effet la ligne Siegfried n'était pas solide et qu'elle n'était gardée que par des troupes de médiocre valeur. Un succès français sur cette partie du front n'aurait sans doute pas sauvé la Pologne, submergée par toute l'élite de l'Armée allemande, avec la totalité de ses blindés. Mais il aurait porté un coup à l'invincibilité de l'Allemagne, rallumé dans la masse française la flamme de l'enthousiasme et de la confiance et probablement modifié la forme de la neutralité en Belgique et en Hollande, ébranlé l'opinion allemande, peut-être poussé Hitler à des imprudences... Seulement le Commandant en Chef n'avait rien prévu, rien préparé pour obtenir ces résultats. Nous laissâmes tomber la Pologne, sans lui porter d'autre secours que la timide et brève offensive de la Sarre (7-13 septembre),

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

suivie d'un prudent repli entre le 30 septembre et le 4 octobre, la Pologne étant alors définitivement hors de cause.

Autre « occasion perdue ». Le haut commandement français ne sut pas utiliser, pour pousser à fond l'instruction de nos Divisions de formation, le répit de sept mois que nous laissèrent les Allemands, et ce fut « la drôle de guerre », où trop de nos troupes s'enlisèrent dans le désœuvrement et l'ennui, si funeste à leur vigueur morale. On en vint à penser que la guerre pourrait être gagnée sans combattre! Et l'Armée, ou du moins de nombreuses unités, qui ne voyaient presque jamais les grands Chefs, attachés à leurs quartiers généraux et ne se manifestant que par l'envoi de multiples papiers, se laissèrent aller à un abandon générateur de la défaite.

Quand la bataille allumée le 10 mai prend une allure inquiétante, le Commandant en Chef n'ira jamais plus loin que le G.Q.G. du Général Georges, à La Ferté-sous-Jouarre. En janvier 1940, il a dépossédé Georges d'une partie de son G.Q.G. pour la donner au nouveau Major Général, le Général Doumenc, installé au château de Montry, à mi-chemin entre La Ferté et Vincennes. Et le 16 mai, au lieu de prendre en mains la conduite de la bataille, comme l'eussent fait Joffre, Foch ou Pétain ou encore Franchet-d'Espérey, il envisage de donner au Général Georges le commandement en Chef « sur l'ensemble des fronts de France » et de lui rendre la disposition de tout le G.Q.G. C'était bien le moment de procéder à pareille réorganisation, « alors que tout croule sur notre front de la Meuse et que les PZ Divisionen sont déjà lancées à l'exploitation vers la mer » ! (Goutard, p. 178). N'est-ce pas une « occasion perdue » par le haut commandement de manifester sa présence et sa volonté sur le front de la Meuse, le seul qui devait retenir et orienter, à ce moment, l'emploi de nos plus puissants moyens ? Mais ces moyens, ce même haut commandement s'en est privé lui-même en envoyant dès le mois de novembre à l'extrême-gauche sa seule réserve stratégique, la VIIe Armée, pour la lancer le 10 mai en direction de la Hollande, « malgré les objections élevées à la fin de mars par le Général Giraud et appuyées par le Général Billotte 'et le Général Georges » (Goutard, p. 147).

Descendons de deux échelons dans la hiérarchie. Nous allons retrouver encore une « occasion perdue » par le déplorable emploi que font d'une belle Division cuirassée, la 3', le Commandant de la 11° Armée et le Commandant du 21° Corps d'Armée, à qui elle est confiée le 14 mai pour « colmater » d'abord le fond de la poche creusée au Sud de Sedan par une affreuse panique et pour contre-attaquer ensuite. Cette fâcheuse prescription de l'Armée : « colmater d'abord » va faire oublier la contre-attaque ou, du moins, en rendre l'exécution impossible. En effet, le Général Flavigny, commandant le 21°' C.A., fait disperser la 3° D.C.R. en « bouchons » d'un char B et de deux chars H « sur tous les itinéraires et couloirs de pénétration » sur un front d'une vingtaine de kilomètres ! Et le Général Huntziger, Commandant la 11°' Armée, paraît satisfait de cet abandon de la contre-attaque et de l'emploi de la 3° D.C.R. dans des conditions absolument contraires aux règles les plus élémentaires de l'emploi des chars! Quand le Général Georges, furieux de pareille carence, ordonne formellement de reprendre l'opération, le Commandant de la 3°' D.C.R. « est dans l'impossibilité absolue de la regrouper à temps ». L'heure de l'attaque est reportée à la fin de la journée du 15 mai, puis le Général Flavigny annule l'ordre d'attaque. Voilà le triste modèle d'une « occasion perdue » par la faute grave du commandement aux deux échelons Armée et Corps d'Armée.

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

Citant le passage du Général Roton, qui constate que « la puissance de choc de la Division cuirassée n'est nullement exploitée » et qu' « il ne s'agit plus d'aller à la Meuse, mais de conquérir un objectif très limité en profondeur, sur lequel on devra s'organiser », le Colonel Goutard écrit : « Mais n'est-ce pas notre pure doctrine ? ». Sur ce terrain nous ne le suivons pas. La doctrine militaire française n'a jamais été aussi peu dynamique que l'auteur voudrait nous le faire admettre. La faute n'est pas à la doctrine, mais au manque total d'opportunité de deux échelons du commandement local.

Cette doctrine française, si critiquée, qui veut la coordination de toutes les armes, Chars et Aviation compris, le Colonel Goutard en reconnaît indirectement la valeur quand il relate l'inutile sacrifice de la l° D.C.R., lancée seule en contre-attaque, « en enfant perdu, vers l'Est, en partant d'une Armée qui reflue en désordre vers l'Ouest ». Impuissance des chars seuls en face d'un ennemi qui veut se battre : voilà la pure doctrine. Le désastre de la 1° D.C.R., le 15 mai, en apporte la preuve.

On le voit. S'attachant à signaler les « occasions perdues », le Colonel Goutard a parfois dépassé la mesure, en incriminant une doctrine française qui ne pouvait couvrir les fautes commises par le commandement, parce qu'elle ne les avait jamais autorisées ni dans son esprit, ni dans son texte, ni dans ses traditions. Que l'on veuille bien comparer l'inertie de 1940 avec les contre-attaques incessantes des troupes françaises qui ont fini par bloquer l'avance allemande dans la lutte acharnée de mars-avril.1918. C'est qu'alors nos Armées avaient les Chefs qui lui ont manqué en 1940.

Sans doute l'armée allemande de 1939-1940 n'était pas, dans toutes ses parties, l'instrument de guerre sans défaut que chez nous beaucoup imaginaient. L'auteur est en droit d'insister sur le « bluff nazi », tellement exagéré qu'il a fini par illusionner ceux-là mêmes qui le brandissaient comme une arme supplémentaire. Mais ce « bluff », il faut bien le dire, ne nous a été révélé dans toute son étendue qu'après la guerre par les mémoires ou les interviews des généraux allemands. Désireux d'augmenter le prestige de leurs victoires, de se dégager d'un régime qu'ils avaient servi, de se venger, après coup, de la crainte que leur inspiraient les colères du « Führer », dont ils avaient subi les violences et les grossières insultes en maintes circonstances, ces généraux ont raconté les événements à leur façon et parfois minimisé les moyens dont ils avaient disposé. Le Colonel Goutard - on ne saurait le lui reprocher - a fait un large et intelligent usage de ces documents assurément très intéressants, mais dont les auteurs ont présenté les faits et donné des chiffres de façon à rehausser le mérite des vainqueurs et à grandir la gloire de la Wehrmacht. La valeur des comparaisons, établies après coup, avec les moyens matériels dont disposait l'armée française a été faussée par la « naïveté » incroyable du commandement qui, dans ses plaidoyers de 1944-1945, a fourni sur ce point des chiffres qui peuvent faire illusion. Se fondant sur la production, devenue enfin, en avril-mai 1940, ce qu'elle aurait dû être après Munich, on est allé jusqu'à prétendre - certains hommes politiques ne s'en sont pas fait faute - que nous étions plus riches en chars que l'ennemi ! Pour avancer cette assertion, il a été fait état de matériels inemployables au combat : sortis d'usine, ils n'étaient ni rodés, ni armés, ni montés par des équipages qualifiés.

Avant de conclure, il nous paraît nécessaire de présenter un exposé purement objectif du problème des chars autour duquel s'est créée une sorte de légende.

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

Lorsqu'a paru, en 1934, le petit livre désormais fameux « Vers l'armée de métier », où le Commandant de Gaulle préconisait, avec toute la séduction d'un style nourri d'une forte pensée et d'une culture étendue, la formation d'un corps cuirassé dont les six Divisions compteraient chacune 500 chars ou automitrailleuses, 4.500 véhicules automobiles, 20.000 hommes (unité lourde, à peu près incommandable et pour laquelle aucune aviation de combat n'était prévue), quelle était alors notre situation ?

Nous avions environ 3.000 chars P.T., ceux de la bataille de France de 1918. Ces matériels n'avaient ni la vitesse, ni l'armement, ni le blindage nécessaire pour paraître désormais sur un champ de bataille. Les 37 bataillons qu'on en avait formés faisaient figure sur les états de situation ; ils n'auraient rendu aucun service au feu. Nous avions aussi 3 bataillons de chars D 1, chars modernes, avec un blindage de 30 mm, déjà démodés et qu'on avait décidé de remplacer par un char D 2, alors en voie de fabrication. Enfin 3 chars B 1, blindés à 40 mm, les vrais chars de bataille, les seuls capables de former la base d'une Division cuirassée.

Inspecteur Général de l'Infanterie et des Chars depuis janvier 1931, j'avais demandé au Ministre, dès cette même année, de faire construire le plus rapidement possible un bataillon de chars de cette catégorie, ou au moins 15 à 20 de ces appareils, afin qu'on pût les mettre en expérience, vérifier leurs qualités et leurs défauts. En 1932, d'accord avec le Général Inspecteur des Chars, mon Adjoint, j'avais répété cette demande avec insistance. Et, en janvier 1934, j'avais proposé un programme de construction, échelonnée de 1936 à 1940 (je savais qu'il fallait ce délai de deux ans entre ma proposition et le début de l'exécution). Ce programme, s'il avait été exécuté, devait nous donner en fin de série 350 chars B 1, 180 chars D 2, 2.640 chars d'accompagnement, alors envisagés d'un poids de 6 tonnes. J'avais chiffré la dépense totale à 700 millions environ en monnaie de 1934, ce qui faisait une dépense annuelle de 140 millions. Elle n'avait, semblait-il, rien d'exagéré, si l'on avait vraiment la volonté de doter la France d'une force lui permettant de braver toutes les menaces.

En février 1936 je signalais au Ministre que le poids de 6 tonnes prévu pour les chars d'accompagnement s'était avéré trop faible pour permettre de procurer à ces engins le blindage, la vitesse et les commodités de service indispensables, que, d'autre part, le char B pouvait, sans rien perdre de ses propriétés, être surblindé à 60 mm sur ses parties vitales, gain de protection appréciable en raison de l'énorme développement donné en Allemagne à l'arme anti-char, enfin que, nos voisins faisant au même moment un gros effort de construction de chars, nous devions reprendre et pousser la question de nos fabrications pour ne pas nous laisser distancer par l'adversaire éventuel. Je proposais donc un nouveau programme s'ajoutant à celui que j'avais établi en 1934. L'exécution de ce nouveau plan devait, elle aussi, se terminer en 1940, année qui me paraissait devoir être particulièrement dangereuse, et elle nous assurait un supplément de 300 chars B 2 (blindés à 60 mm.) et de 2.000 chars d'accompagnement de 12 tonnes, blindés à 40 mm.

Si ces deux programmes, qui répondaient aux desiderata exprimés par le Conseil Supérieur de la Guerre dans un important rapport de juillet 1930, avaient été exécutés, nous aurions eu en 1940 650 chars B, 180 chars D 2, plus de 4.000 chars d'accompagnement.

Ces propositions sont-elles le fait d'un commandement figé dans la préparation stérile d'une guerre semblable à celle de 1914-1918, comme on l'a si souvent répété et comme le Colonel Goutard le redit à son tour ? Dans la lettre d'envoi du programme de janvier 1934 je mettais l'accent sur l'importance des transmissions dans l'action de la

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

nouvelle arme : « Les chars doivent être en état de renseigner et de se renseigner : cette double nécessité s'impose vis-à-vis des voisins, vis-à-vis de l'infanterie qui suit et du commandement, enfin, *pour les chars lancés sur l'artillerie ennemie ou découplés en exploitation*, vis-à-vis de l'aviation ». Si l'on se demande pourquoi n'a pas été préconisée dès ce moment la formation de divisions cuirassées, il est aisé de répondre que nous n'avions encore, en 1934, que 3 chars B, malgré mes demandes pressantes depuis 1931. Et le 9 janvier 1937, trois ans après, la situation de notre matériel chars se présentait de la façon suivante :

- « 380 chars d'accompagnement, dont 343 sans tourelle, 37 avec tourelle, mais sans mitrailleuse ni organes de vision ; aucun de ces appareils n'était donc en état de combattre ;
- 40 chars D 2 ;
- 159 chars D 1, matériel vieux de six ans et déjà désuet, blindé à 30 mm. Seulement ;
- 21 chars B 1, dont 15 seulement ayant leur canon de 75, donc en état d'aller au combat.

« Ces indications illustrent de la façon la plus nette et la plus triste la gravité de la situation en ce qui concerne les chars modernes, et la nécessité de prendre d'urgence les mesures indispensables pour aboutir à des résultats positifs. Cette dotation misérable en chars de bataille rendait impossible au commandement la création du corps cuirassé à six Divisions demandé en 1935 par M .Paul Reynaud !

Et deux jours avant mon passage au cadre de réserve, le 19 mai 1938, j'écrivais au Ministre une lettre où je disais, entre autres choses :

« Ma conviction profonde est que les chars sont destinés à jouer dans un prochain conflit un rôle décisif...

« Mais il est profondément regrettable que notre avance qualitative n'ait abouti, dans le domaine des réalisations, qu'à des résultats très insuffisants puisque nous ne disposons actuellement que de :

- 120 chars puissants CB ou D 2),
- et 600 chars d'accompagnement, type R 35 ...

« ... J'ai malheureusement le droit et le devoir de dire que notre situation présente est un trompe-l'œil. Il n'y a qu'à regarder l'état du matériel moderne dans nos régiments de chars pour constater qu'aucun bataillon n'est au complet, bien loin de là, et que, si nous partions en campagne demain, le commandement n'aurait nulle part à sa disposition les unités qui figurent sur les situations théoriques. » Nous ne pouvions donc, à ce moment-là, quatre mois avant Munich, seize mois avant la guerre, *même pas* mettre sur pied *une seule* Division cuirassée ! On voit qu'on ne saurait reprocher au commandement de n'avoir pas prévenu le Gouvernement et tenté de le porter à plus de dynamisme. Il y a le rapport de juillet 1930, établi par le Général Weygand, alors Chef d'Etat-major de l'Armée, avec l'assentiment du Maréchal Pétain, à l'issue d'une séance spéciale du Conseil Supérieur de la Guerre présidée par le Ministre Maginot. Ce document précisait les bases d'un vaste programme de motorisation de l'Armée et de la construction de chars blindés, dont les plus puissants devaient entrer dans la composition de Divisions

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

cuirassées. Il y a les rapports annuels du même Général Weygand, devenu Vice-président du Conseil Supérieur de la Guerre, signalant au Gouvernement les déficiences dans l'application de la loi militaire, déficiences dues aux interventions parlementaires et aux décisions ministérielles, et insistant sur la nécessité d'avoir *des divisions motorisées, prêtes à entrer en campagne immédiatement*. S'il avait été écouté, nous n'aurions sans doute pas subi sans autre réaction qu'une manifestation verbale la téméraire réoccupation allemande de la Rhénanie du 7 mars 1936. On le voit : les avertissements n'avaient pas manqué au gouvernement. Ils ont été renouvelés en toutes circonstances jusqu'en 1938. En transmettant au Ministre une série de rapports du Général Inspecteur des Chars qui signalait, avec toutes précisions techniques à l'appui, la situation déplorable des bataillons de chars D 2 destinés à appuyer la couverture au début d'un conflit, j'écrivais au Ministère le 25 mars 1936 : « ... Il est grand temps de réaliser, dans une main ferme, une coordination complète de tout ce qui concerne la fabrication de nos chars et d'accélérer par tous les moyens l'exécution des commandes. Actuellement nous sommes, sous ce rapport, tout à fait désarmés. »

Et le 11 juillet 1936 : « ... Le nouveau compte-rendu du Général Inspecteur des Chars montre que non seulement il n'a rien été fait pour remédier à la situation de mars dernier, mais que celle-ci s'est encore aggravée.

« ... Tout le mal vient de ce qu'on ne sait jamais qui est responsable des retards et des malfaçons. Tant que les responsabilités ne seront pas nettement établies et confirmées au besoin par des sanctions, les inspections seront inutiles, puisqu'il n'est tenu aucun compte de leurs constatations, et nous ne pourrons jamais assurer l'exécution d'un programme de matériel dans des conditions de temps convenables et avec le fini qu'exigent des engins destinés au combat... »

Le 1er août 1936, au sujet d'un dossier envoyé par le Directeur de l'Infanterie : « ... Il en ressort que, malgré les initiatives, les suggestions et objurgations du Général Directeur de l'Infanterie, des mois se sont écoulés sans qu'on se décidât à faire rien de ce qu'il demandait, sans même qu'on eût la politesse de lui répondre. Cette apathie des Services responsables explique bien des choses, mais vous estimerez sans doute avec moi qu'elle est inadmissible ... »

A ces transmissions, à ces plaintes, basées sur des faits incontestables, pas plus qu'aux lettres très complètes faisant envoi des programmes de construction de chars du 13 janvier 1934 et du 18 février 1936, aucune réponse, pas même un accusé de réception.

On a vu plus haut les résultats de cette indifférence. Elle explique pourquoi en·septembre 1939, l'Armée française n'a pas une seule Division cuirassée, et pour cause : elle ne possède que 1.300 chars modernes, dont 4 bataillons de chars B incomplets, les seuls chars pouvant constituer utilement le corps de bataille·d'une Division cuirassée. Et elle n'a qu'une faible partie des matériels nécessaires pour faire vivre et combattre une grande unité de ce genre.

N'ai-je pas le droit de parler de « la légende des chars » ? Quand l'auteur écrit que le Commandement refusait de « chausser les bottes de sept lieues des Divisions blindées », comme avant 1914 il avait refusé de « chausser les bottes de plomb de l'artillerie lourde », il semble ignorer que pendant les trois années qui ont précédé la première

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

guerre mondiale, le Général Joffre, Commandant en Chef désigné, n'a cessé de demander de l'Artillerie lourde, sachant bien que l'adoption de la plaquette Malandrin par notre Artillerie de campagne ne pouvait remplacer les effets destructeurs des gros projectiles. Il n'a rien obtenu. Est-il équitable d'imputer au Commandement la responsabilité de cette déficience ?

Quand le Commandement, responsable de la préparation à la nouvelle guerre, prévoyait et demandait en 1930 la construction de chars blindés, dont les plus puissants devaient entrer dans la composition de Divisions cuirassées, quand il présentait, en janvier 1934 et en février 1936, deux programmes de fabrication de chars à terminer en 1940 sur la réalisation de 650 chars B, 180 chars D 2, 4.000 chars d'accompagnement, quand, après une expérience décisive dans une série de manœuvres, il signalait au Gouvernement les mauvais résultats de l'emploi des chars d'accompagnement à côté des chars de bataille dans une même grande unité, par conséquent la nécessité de renoncer à la construction de chars d'accompagnement pour reporter tous les crédits sur celle des chars B, dont nous aurions eu ainsi, en 1940, un millier d'exemplaires, qui s'est opposé à cette réalisation si ce n'est le Ministre dont la lettre de refus figure dans les documents de la Commission d'enquête parlementaire.

L'auteur juge « très discutable » l'opinion émise par nous sur l'inutilité « de parler de Divisions cuirassées tant que l'on n'aurait pas les chars lourds nécessaires à leur constitution » (p. 38). Ce n'est pas ici le lieu d'introduire une discussion d'ordre technique - elle relève d'une revue militaire - mais puisque le Colonel Goutard a fait état de notre point de vue, il nous sera permis de souligner le manque d'intérêt de faire miroiter aux yeux de nos cadres l'existence imaginaire de ces grandes unités alors que, faute de matériel, elles ne pouvaient pas être créées. Ajouterais-je qu'une expérience récente avait montré le mauvais résultat obtenu en cherchant à faire une Division cuirassée par le mariage de chars d'accompagnement avec des chars B !

Enfin, si nous en venons à la doctrine d'emploi des chars, la campagne de Pologne elle-même a montré que, devant une résistance sérieuse, comme le fut celle de Varsovie, les chars seuls sont impuissants à vaincre, qu'il y faut l'emploi coordonné de toutes les armes. C'est la pure doctrine française, à laquelle les faciles succès allemands de Pologne et de la campagne de France en mai - juin 1940 semblent donner un démenti aux yeux de ceux qui refusent de voir que, dans les deux cas, les PZ Divisionen n'ont eu à faire à peu près que de l'exploitation. La suite de la guerre a prouvé qu'il ne pouvait en être ainsi « entre adversaires de forces matérielles et numériques comparables ». Comment, en décembre 1939, « imaginer, en effet, que ces unités blindées pourraient, comme en Pologne, se lancer seules dans le dispositif ennemi et s'y enfoncer, sans risquer la destruction à peu près totale » (p. 131) ? Il aurait fallu prévoir les incroyables erreurs et l'inertie continue d'un haut commandement dont la folle audace en Belgique et en Hollande, contraire à toutes ses propres théories du temps de paix (surtout pas de bataille de rencontre », avait maintes fois répété le Vice-président du Conseil Supérieur de la Guerre), allait sceller le destin de la France.

Et c'est là, dans la description si objective de ces journées dramatiques et de « la drôle de guerre » qui les a précédées, que le Colonel Goutard nous entraîne à sa suite à des conclusions tristement valables sur les fautes du commandement français dans la conduite et l'exécution des opérations. Sur ce terrain il ne risque guère d'être contredit,

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956
© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris

les documents et les faits qu'il apporte à l'appui de sa démonstration des « occasions perdues » étant malheureusement indiscutables.

Pour conclure, son livre apparaît donc comme un ouvrage de grande valeur, parce qu'il fait ressortir d'une façon très vivante cette inertie trop fréquente du commandement français, qui est certainement la cause immédiate du désastre, quand elle s'ajoute aux fautes d'imprévoyance et de lenteur imputables, en temps de paix, aux gouvernements successifs qui refusaient de voir grandir à l'Est le danger allemand. Mais nous ne pouvons suivre l'auteur quand il veut faire remonter les fautes de conception et d'exécution à la doctrine française. Nous le déclarons avec d'autant plus de force et de liberté que nous n'avons pas eu la moindre part à la rédaction de l'Instruction de 1936 sur l'emploi tactique des grandes Unités. Que le Colonel Goutard veuille bien la relire : il n'y trouvera rien qui justifie les graves erreurs du commandement. Sous cette réserve et sous la réserve également de ce que nous avons appelé « la légende des chars », nous n'hésitons pas à signaler l'intérêt puissant de son ouvrage. C'est un document que les historiens de l'avenir ne pourront négliger lorsqu'ils voudront présenter le tableau de la cruelle année 1940.

Retour à votre page d'accueil
http://www.planete-genealogie.fr/Fafoune

Extrait de la Revue d'Histoire Diplomatique
Octobre – Décembre – n°4 1956

© Editions A. Pedone 13 rue Soufflot 75005 Paris